

**Conseil du développement industriel****Trente-huitième session**

Vienne, 24-26 novembre 2010

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

**Contributions de l'ONUDI aux objectifs
du Millénaire pour le développement****Contributions de l'ONUDI aux objectifs du Millénaire
pour le développement****Rapport du Directeur général****Additif**

Le présent document complète les informations contenues dans le document IDB.38/14 et donne des précisions sur le document final de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement (Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement), ainsi que sur la contribution particulière de l'ONUDI.

**I. Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale
des Nations Unies sur les objectifs du Millénaire pour le
développement**

1. Comme l'indique le document IDB.38/14, la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement (Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement) s'est tenue à New York du 20 au 22 septembre 2010. À la suite d'une proposition du Secrétaire général, l'Assemblée générale a décidé d'organiser le Sommet avec pour objectif principal d'accélérer les progrès vers la réalisation de tous les objectifs du

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.



Millénaire pour le développement d'ici à 2015, compte tenu du progrès accompli en ce qui concerne les objectifs de développement convenus au niveau international (visés par la résolution de l'Assemblée 64/184). À cette fin, le Président de l'Assemblée générale a nommé deux cofacilitateurs, Paul Badji (Sénégal) et Carsten Staur (Danemark), pour piloter le processus intergouvernemental de négociation. Outre le processus préparatoire officiel, un certain nombre de manifestations et de rapports connexes ont alimenté les délibérations des gouvernements qui ont abouti au Sommet. Sont exposés dans le document IDB.37/4 les moyens par lesquels l'ONUDI contribue à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

2. Le Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement était composé de six réunions plénières et de six tables rondes interactives réparties sur trois jours et a abouti à l'adoption d'un document final concis privilégiant l'action. Plusieurs manifestations parallèles et autres réunions connexes parentées ont également eu lieu en marge du Sommet. La contribution apportée par l'ONUDI aux différents aspects du Sommet est décrite au chapitre II du présent document.

3. Le document final du Sommet, intitulé "Tenir les promesses: unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement¹", réaffirme les engagements des dirigeants mondiaux envers les objectifs du Millénaire pour le développement et établit un programme d'action concret en vue de leur réalisation à l'échéance de 2015. L'ONU a la mission difficile de continuer d'aider les pays à atteindre les objectifs. S'appuyant sur des exemples de succès remportés et d'enseignements tirés de l'expérience ces 10 dernières années, le document final identifie les mesures spécifiques que toutes les parties prenantes doivent prendre pour accélérer les progrès dans chacun des huit objectifs. Il affirme également que, malgré des revers causés par la crise financière et économique, des progrès remarquables ont été faits sur le front de l'élimination de la pauvreté, notamment en ce qui concerne le relèvement des taux de scolarisation, l'élargissement de l'accès à l'eau potable et l'amélioration de la santé dans de nombreux pays, et que les objectifs demeurent réalisables. Dans un effort visant à accélérer les progrès et améliorer la santé des femmes et des enfants, un certain nombre de chefs d'État et de gouvernement de pays développés et en développement, ainsi que des représentants du secteur privé, des fondations, des organisations internationales, de la société civile et des organismes de recherche, se sont engagés à verser à la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants du Secrétaire général des fonds d'un montant de plus de 40 milliards de dollars dans les cinq années à venir. Par ailleurs, un certain nombre d'autres engagements substantiels ont été pris lors du Sommet par les États, les organisations internationales et les partenaires, ainsi que des représentants de milieux d'affaires.

4. Le document final souligne le rôle déterminant que jouent les secteurs productifs dans la promotion du développement durable et la réduction de la pauvreté. Il recommande aux pays en développement d'adopter des politiques macroéconomiques qui favorisent une croissance économique soutenue, partagée et équitable, et la création d'emplois productifs et stimulent le développement agricole et industriel. L'accroissement de la production, de la productivité et de la viabilité à

¹ Ce document n'est pour l'instant disponible que sous la forme d'un projet de résolution de l'Assemblée générale (A/65/L/1).

long terme de l'agriculture, notamment grâce à la création de solides chaînes de valeur agricole, à l'amélioration de l'accès des agriculteurs aux marchés et à l'élaboration et à la diffusion de techniques agricoles adaptées, est perçu comme un élément central dans l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim. Le rôle que joue le commerce en tant que moteur de la croissance et du développement est également reconnu. Outre l'aboutissement positif du cycle de Doha, le texte souligne qu'il est nécessaire d'améliorer le potentiel commercial et la compétitivité internationale des pays en développement. Par ailleurs, le rôle de la technologie dans l'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement est mis en relief dans l'ensemble du document. Le texte préconise en particulier des efforts financiers suffisants et adéquats et un appui technique de qualité, ainsi que le développement et la diffusion de technologies adaptées, abordables et viables, et le transfert de ces technologies à des conditions fixées conventionnellement. Il est reconnu que les changements climatiques font peser de graves risques et difficultés pour tous les pays, en particulier les pays en développement, et que les mesures qui seront prises pour résoudre les problèmes liés aux changements climatiques auront une incidence déterminante sur la réalisation des objectifs du Millénaire. À cet égard, le présent document soutient fermement l'accès à des sources d'énergie d'un coût abordable, le rendement énergétique, l'écoviabilité des sources d'énergie et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

5. Le document final du Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement servira à guider l'ONUDI dans la contribution qu'elle apporte à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

II. Résumé des contributions de l'ONUDI au Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement

6. Lorsqu'il se trouvait à New York à l'occasion du Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement, du 20 au 22 septembre 2010, le Directeur général a participé à une table ronde organisée par l'École de Sciences Politiques de l'Université de Columbia, dans le cadre du programme d'études des Nations Unies ayant pour thème "les objectifs du Millénaire pour le développement: peut-on tenir les promesses?". Les cinq représentants de haut niveau du système des Nations Unies qui ont participé à cette table ronde ont insisté sur le fait qu'il était plus urgent que jamais de réduire la pauvreté et ont affirmé que les objectifs demeureraient en grande partie réalisables malgré les revers dus à la crise économique et financière mondiale, à condition que les dirigeants du monde tiennent leurs engagements. L'accent a été mis sur l'importance cruciale de l'accès universel à l'énergie pour le développement économique durable et la réalisation des objectifs, aspect important pour l'ONUDI.

7. Le 17 septembre 2010, le Directeur général a participé à une Conférence de haut niveau sur l'énergie, organisée par le Forum mondial de l'énergie. En sa qualité de président d'ONU-Énergie, il a prononcé un discours liminaire à la séance d'ouverture de la conférence. Cette manifestation de haut niveau était axée sur l'importance cruciale d'un approvisionnement en énergie accessible, durable et à un prix abordable pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et les participants se sont efforcés d'établir une feuille de route pour

que les pays, les gouvernements, le secteur privé et la société civile puissent collaborer efficacement afin d'assurer un accès durable à l'énergie, dans l'intérêt de toutes les nations et de tous les peuples.

8. En marge du Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement, l'ONUDI a organisé une troisième réunion conjointe du Groupe consultatif du Secrétaire général des Nations Unies sur l'énergie et les changements climatiques créé par le Secrétaire général des Nations Unies et de ONU-Énergie. Des rapports y ont été présentés par les groupes de travail du Groupe consultatif et d'ONU-Énergie sur leurs activités récentes et il a été discuté des éventuelles manifestations parallèles à la seizième session de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui aura lieu à Cancún (Mexique) du 29 novembre au 10 décembre 2010. Les participants à la réunion ont également été informés des activités récentes du Groupe de haut niveau sur la viabilité de l'environnement mondial, nouvellement créé par le Secrétaire général. Ils ont en outre examiné la question de l'amélioration de la collaboration entre les organismes des Nations Unies et les autres acteurs de l'énergie, notamment les entreprises du secteur privé, dans le cadre de mécanismes de partenariats entre secteur public et secteur privé.

9. L'élimination de la pauvreté énergétique dans les 20 prochaines années et la nécessité d'une campagne mondiale de promotion de l'accès à l'énergie étaient les thèmes prioritaires de la manifestation parallèle de haut niveau, organisée conjointement par l'ONUDI et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à la Fondation pour les Nations Unies le 21 septembre à New York. Cette manifestation a réuni des dirigeants du monde, notamment Heinz Fischer, Président de la République d'Autriche, Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, Meles Zenawi, Premier Ministre éthiopien, et Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que d'autres responsables politiques. Tous ont exprimé leur soutien en faveur d'une telle campagne mondiale, des partenariats public-privé, du financement et de la définition d'objectifs de politiques et de mesures connexes. Parmi les autres participants de marque, étaient présents Gro Harlem Brundtland, ancienne Première Ministre du Royaume de Norvège et Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Mary Robinson, ancienne Présidente de l'Irlande et Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Rajendra Pachauri, Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, et Thomas L. Friedman, journaliste renommé du New York Times et auteur d'ouvrages très appréciés sur les défis énergétiques et environnementaux.

10. Les intervenants ont insisté sur le fait que l'énergie demeurait l'objectif "manquant" des OMD. Il a été noté que près de trois milliards de personnes dans le monde étaient tributaires des combustibles solides traditionnels pour faire la cuisine et se chauffer, et que plus d'un milliard et demi n'avaient pas eu accès à l'électricité. L'accès à des services énergétiques modernes et propres permettrait de réduire considérablement la pauvreté, de favoriser l'égalité des sexes, d'améliorer la santé et de faciliter le développement économique. Les participants ont noté que les obstacles à l'accès à l'énergie à l'échelle mondiale n'étaient pas d'ordre technique et ont insisté sur le manque d'engagement de l'ensemble des secteurs de la société pour ce qui était de faire figurer l'accès à l'énergie parmi les priorités dans les programmes politiques et de développement. Ils se sont entendus sur la nécessité de

proclamer l'année 2012 "année de l'accès universel à l'énergie". Une telle initiative marquerait le début d'une campagne mondiale sur l'accès à l'énergie et insufflerait un nouveau dynamisme face à ce problème capital.

11. Au cours de la manifestation parallèle sur l'énergie, un partenariat original entre l'ONU et l'Agence internationale de l'énergie a permis la publication anticipée d'un chapitre du World Energy Outlook 2010 sur la pauvreté énergétique: Comment rendre l'accès à l'énergie moderne universel. Le rapport de l'Agence internationale de l'énergie, produit conjointement avec l'ONUDI et le PNUD, présentait de nouvelles analyses et données détaillées sur la pauvreté énergétique. Il indiquait que l'objectif d'élimination de l'extrême pauvreté d'ici à 2015 ne serait possible que si 395 millions de personnes supplémentaires avaient accès à l'électricité et si 1 milliard de personnes avaient accès à des fourneaux de cuisine plus modernes, qui réduiraient les fumées nocives.

12. Le 21 septembre 2010, le Directeur général a également pris part à un événement organisé par Hillary Clinton, Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, qui a annoncé que les États-Unis d'Amérique se proposaient d'engager un montant initial de quelque 50 millions de dollars au cours des cinq prochaines années au titre d'un projet intitulé "Alliance mondiale pour les foyers améliorés". Plus d'une dizaine d'autres partenaires, dont des gouvernements, des organisations multilatérales et des entreprises parrainantes, devraient apporter une contribution à hauteur de 10 millions de dollars ou plus. L'exposition à la fumée des foyers traditionnels et des feux en plein air est à l'origine de 1,9 million de décès prématurés par an, principalement les femmes et les enfants. L'ONUDI examine actuellement les moyens de contribuer à cette initiative, notamment en favorisant les mécanismes de transfert de technologie, l'élaboration de normes et la mise en place d'installations d'essais pour contribuer à la fabrication de foyers plus propres dans les pays en développement.

13. Lors du Sommet, le Directeur général a également participé à une table ronde intitulée "Traiter les problèmes émergents et l'évolution des approches". Il s'agissait de l'une des principales manifestations officielles organisées à l'occasion du Sommet. La table ronde était présidée par Tanja Halonen, Présidente de la République de Finlande et Danilo Türk, Président de la République de Slovénie; y ont participé de nombreux ministres de pays développés comme de pays en développement, ainsi que des représentants de haut niveau du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et des organismes des Nations Unies. Les thèmes fondamentaux étaient les suivants: changement climatique, crise économique et financière mondiale, sécurité alimentaire, responsabilité politique et impact des conflits. Il a été convenu que, pour parvenir à une reprise mondiale, un nouveau modèle de développement axé sur le respect de l'environnement et l'intégration sociale était nécessaire, en particulier pour faciliter la transition vers la croissance verte et l'industrie verte à faible émission de carbone et économe en ressources, reconnue comme moteur essentiel de croissance. Le Directeur général a souligné que l'accès à des sources d'énergie durables à un prix abordable était essentiel pour atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'autonomisation des femmes et la réduction de la pauvreté. Dans le contexte mondial actuel, il est essentiel d'assurer un redressement durable et de garantir un accès à l'énergie tout en créant des richesses et de l'emploi, en particulier pour les jeunes, au moyen d'activités productives. Il était également

important de veiller à ce que des nouvelles réserves de pétrole découvertes récemment dans les régions plus pauvres telles que l'Afrique de l'Ouest soient utilisées pour une croissance équilibrée et intégrée.

14. Le Forum du secteur privé, présidé par Ban Ki-moon, Secrétaire général, s'est tenu le dernier jour du Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Il a rassemblé quelque 300 chefs d'État et de gouvernement, des représentants du secteur privé, de la société civile et du système des Nations Unies pour identifier les moyens efficaces d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs d'ici à 2015 et de prendre des mesures à cet effet. Le Forum a en outre été l'occasion pour les milieux d'affaires de faire part des mesures déjà prises pour atteindre les objectifs et de communiquer leurs recommandations aux gouvernements et aux organismes des Nations Unies sur la manière de faire participer davantage les entreprises pour appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les participants ont tenu des débats sur les thèmes suivants: pauvreté et faim; santé maternelle et infantile et VIH/sida; accès à l'éducation au moyen de technologies de l'information et de la communication (TIC) novatrices; innovations pour une meilleure inclusion financière; autonomisation des femmes et accès à la parité; et économie verte. Le Directeur général de l'ONUDI a été l'intervenant principal dans le débat sur l'économie verte, axé sur l'examen des possibilités, pour toutes les parties prenantes, de collaborer pour répondre aux besoins mondiaux en énergie et en ressources, et stimuler une croissance durable tout en respectant l'environnement et en faisant face au changement climatique. Les participants ont souligné l'importance de l'optimisation des ressources, de l'efficacité énergétique et de l'utilisation plus rationnelle de l'eau, de la gestion de la pollution, des politiques de fixation des prix de l'énergie et de taxation et du carbone et de l'accès à des sources d'énergie modernes, propres et durables pour assurer la croissance verte. Par ailleurs, il a été observé que la réduction de la pauvreté était au cœur de la croissance verte, qui ne pouvait être atteinte que par l'industrialisation; l'industrie verte est donc fondamentale dans ces efforts.

III. Conclusion

15. Le document final du Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les délibérations et idées véhiculées au cours des différentes manifestations auxquelles a assisté le Directeur général guideront l'ONUDI dans ses efforts visant à accélérer les progrès relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement grâce à la promotion du développement industriel durable. Comme indiqué dans le document IDB.38/14, l'ONUDI reconnaît que les objectifs du Millénaire pour le développement sont la structure de référence de ses activités et estime qu'une industrie compétitive et écologiquement durable est essentielle pour renforcer la croissance économique, réduire la pauvreté et accélérer la réalisation de tous les objectifs.

IV. Mesures à prendre par le Conseil

16. Le Conseil voudra peut-être prendre note des informations figurant dans le présent document.